



## SOMMET EUROPAFRIQUE D'ABIDJAN : vers un diktat militaire néocolonial !

Les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre, à Abidjan, ce sera la cinquième fois que les chefs d'État européens et africains se réunissent pour poursuivre leurs « dialogues », « concertations », « partenariats », « stratégies conjointes » concernant les questions posées par la mondialisation aux pays des deux continents. Mais à la différence des sommets précédents (Le Caire en 2000, Lisbonne en 2007, Tripoli en 2010, Bruxelles en 2014), la « communauté de vue et d'action » europafrique qui s'annonce ne concernera pas que les grands mots du spectacle des sommets d'États : paix et sécurité, bonne gouvernance et démocratie et droits de l'homme, développement économique et humain, éducation et croissance durable et sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles et changement climatique et migrations et ainsi de suite...

Cette fois-ci, « le sommet UE-Afrique... sera principalement consacré à la jeunesse et aux moyens d'offrir des perspectives aux jeunes en Europe et en Afrique en particulier. C'est là le meilleur moyen de gérer les migrations, et la meilleure façon d'éviter la radicalisation. »

Si l'Union Européenne, si le Conseil de l'Europe, si les Hauts-représentants européens ont à ce point à cœur l'avenir de nos jeunes africaines « en particulier », pourquoi donc ne se mettent-ils pas d'urgence à l'œuvre pour faire cesser (ils en ont tous les « meilleurs moyens » du monde) l'hécatombe de jeunes Africains qui, chaque jour, d'abord en terre d'Afrique, puis en mer Méditerranée, sont offerts en holocauste aux dieux du jour de l'Europe ?

Pourquoi donc les ports français, les ports espagnols de la Méditerranée, fermés aux navires et bateaux de sauvetage des migrants en détresse, naufragés, haut crime d'État s'il en est, au regard du droit international de la mer ? Pourquoi, sur le sol européen même, jusqu'aux plus élémentaires droits humains des enfants étrangers foulés aux pieds, de manière organisée, par les forces et les agents des États ? Pourquoi, en Afrique, le pillage systématique, par les puissances coloniales d'hier et d'aujourd'hui, qui n'aura de cesse qu'il n'épuise les ressources naturelles et humaines du continent ? Pourquoi les programmes, dissimulés, mais sus à mi-voix, de stérilisation des femmes, dans un continent demeurant sous-peuplé mais en « explosion » démographique, donc susceptible de troubler les équilibres de la géoéconomie politique mondiale ?...

Cette fois-ci, à Abidjan, de derrière les mots grandiloquents et creux, une partie de la vérité vraie, non fictive, commence à pointer d'avance et annonce sa couleur fauve.

C'est qu'entre-temps, depuis les sommets passés, la « crise migratoire » a « déferlé » en Europe, tarte à la crème des politiques électorales scélérates d'extrême droite et de tout un chacun, pour être élu. Entre-temps, s'est tenu, à Malte, il y a deux ans, dans le décor de dizaines de milliers de jeunes Africains noyés en mer, le sommet de la haute criminalité d'État pour une « politique nouvelle » de guerre aux migrants. Après quoi, des accords nouveaux, bilatéraux, multilatéraux, sont intervenus, signés par l'Europe et des États africains de départ et transit des migrants. Avec une baisse, nous dit-on, de leur nombre... Et le nombre croissant des morts ?... Et les hotspots existants où déjà on refoule même par avion les migrants ? et ceux en projet ? et les frontières extérieures de l'Europe déplacées au fin fond de l'Afrique, défendues par les bandes armées des États africains à la solde de l'UE, empêchant hommes et femmes d'émigrer, en violation organisée permanente de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* ?...

Mais l'Europe, mais les États européens, mais la France, ne sont pas les monstres politiques que vous dites !... Vraiment ? Pourquoi ne font-ils pas, alors, pour se racheter une virginité ne serait-ce qu'à vil prix, quelques petites choses assez simples, et, par exemple, pour combler leur vœu de « développement » de l'Afrique, commencer, dans sa partie dite francophone, par démanteler le franc CFA (*colonies françaises d'Afrique*), cette monnaie d'hier au cœur de la domination d'aujourd'hui, farouchement néocolonialiste, de la Françafrique sur l'Afrique ?

On dit vouloir que le continent africain se développe en une économie capitaliste, en des États modernes. Mais a-t-on jamais vu, dans l'histoire moderne, des pays prospérer ainsi, sans être maîtres de leur propre monnaie, clé de voûte de toute « souveraineté » économique et politique ?

« ... Quand j'étais enfant, tout le monde mangeait à sa faim dans mon village ; à plus forte raison l'autosuffisance alimentaire est possible avec les moyens d'aujourd'hui. C'est sur sa base qu'on pourra faire des projets d'avenir pour nos villages et nos enfants. Mais pour asseoir cette autonomie vitale de manière à pouvoir la reproduire et développer année après année, il y a une condition : il faut s'attaquer au pouvoir de l'État. Il faut en finir avec cette course folle à l'argent pour avoir de quoi payer impôts et taxes, il faut savoir dire non ça suffit ! on ne paiera plus d'impôts injustes et illégitimes dont on ne voit jamais rien en retour. Puis quand les gendarmes viendront, il faut avoir le cœur au ventre et résister.

Nous le bas peuple des campagnes, nous avons à compter sur nos seules forces pour notre salut : sur les travaux des champs, en harmonie entre nous et loin de tout maître, loin de l'État. Notre seul argument est notre force de résistance. Elle est notre atout contre une servitude plus dure aujourd'hui qu'à l'époque coloniale. On parle beaucoup de « société civile », censée contrebalancer et même contrecarrer le pouvoir de l'État. Depuis que je milite pour la cause des sans-papiers en France, et, chez nous, pour l'essor de nos villages, je n'ai entendu parler, je n'ai vu, coiffée de la casquette de « société civile », qu'une société d'en haut, main dans la main avec la société d'État. Mais il nous faut notre société civile à nous, société d'en bas. Et qu'elle prenne la parole, et prenne conscience de ses droits pour agir, qu'elle s'organise sur la base de sa pleine autonomie.

Nos maîtres noirs d'aujourd'hui n'ont aucune légitimité, et de même l'État dont ils ont fait leur pré carré. Partout, c'est au nom de l'anticolonialisme que l'État a été mis en place en Afrique, au tournant des années 50 ; partout, c'est au nom de l'anticolonialisme que nos maîtres noirs d'hier ont occupé les places laissées vacantes par les Blancs, et que nos maîtres noirs d'aujourd'hui continuent de les occuper.

Anticolonialisme ? La machine de l'administration coloniale a été prise telle quelle, sans changement, sauf l'ennoblir du nom d'« État indépendant », issu le plus souvent des accords avec le colonisateur.

« L'Afrique aux Africains » ? L'africanisation a consisté en ceci : remplacer les peaux blanches par des masques noirs, à qui on a attribué les mêmes traitements astronomiques qu'aux fonctionnaires blancs. On a fabriqué de la sorte, d'un coup, une classe riche autochtone à la fortune indissolublement liée à l'exercice du pouvoir d'État, une classe « gouvernante » comblée, satisfaite d'elle-même et complaisante, catapultée à cent lieues au-dessus du commun des Noirs.

Anticolonialistes ? Ces nouveaux riches noirs ont béni, continuent de bénir le colonialisme, voilà leur « révolution » ! L'acte de naissance de l'État, en Afrique, a été signé à l'encre de la trahison et de la corruption. Depuis, la politique « intérieure » a été partout la ruée vers les hauts postes de l'État, avec les luttes de pouvoir et de « clans », les trahisons et coups d'État que l'on sait. Et là où, d'aventure, on a tenté de faire autrement, le colonisateur a veillé, de main de maître (par la force des armes et le pouvoir économique), à faire régner à nouveau l'ordre colonial.

La chèvre broute là où elle est attachée, dit un proverbe de chez nous. La révolution africaine dont je rêve ? La grande faux paysanne de l'Afrique fauchant l'herbe et privant la chèvre de sa pâture. Faisant échec et mat les colonisateurs d'hier et d'aujourd'hui, noirs ou blancs, de l'extérieur et de l'intérieur. »